

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES CCAP**

---

Appel d'offres ouvert  
Procédure adaptée

Marchés passés selon – MAPA (L2123-1,  
R2123-1 à R2123-8)

Code : Commande Publique

**Rénovation énergétique d'un ensemble  
immobilier de 24 logements  
ENSM et cité scolaire Frison Roche  
74400 CHAMONIX MONT BLANC**

# SOMMAIRE

<b>1. PRESENTATION ET OBJET DU MARCHE .....</b>	<b>3</b>
1 1    POUVOIR ADJUDICATEUR .....	3
1 2    OBJET .....	3
1 3    DECOMPOSITION DES LOTS.....	3
1 4    INTERVENANTS.....	4
1.5 – Sous-traitance .....	4
1.6 – Protection de la main d'œuvre.....	5
<b>2. PIECES CONTRACTUELLE DU MARCHE.....</b>	<b>6</b>
2.1 – Pièces particulières.....	6
2.2 – Pièces générales.....	6
2.3 – Autres Pièces.....	7
<b>3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>7</b>
3.1 - Répartition des paiements .....	7
3.2 – Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes .....	7
3.3 – Variation dans les prix .....	9
3.4 – Paiement des sous-traitants et des co-traitants .....	10
<b>4. – DELAI D'EXECUTION – PENALITES.....</b>	<b>11</b>
4.1 – Délai d'exécution des travaux .....	11
4.2 – Pénalités .....	12
<b>5. – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>15</b>
5.1 – Garantie financière.....	15
5.2 – Avance .....	16
<b>6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>16</b>
6.1 - Provenance des matériaux et produits .....	16
6.2 - Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits ...	17
<b>7. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>17</b>

<b>8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>17</b>
8.1 – Période de préparation – programme d'exécution des travaux .....	17
8.2 - Coordination, pilotage des travaux et réunions de chantier.....	18
8.3 REDUCTION DES NUISANCES :.....	19
8.4 - Plans d'exécution - Notes de calcul - Études de détail.....	19
8.5 - Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	19
8.6 -Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	19
8.7 - Organisation, sécurité et protection de la santé DES TRAVAILLEURS .....	19
<input type="checkbox"/> Libre accès du coordonnateur S.P.S.....	21
<input type="checkbox"/> Obligations du titulaire .....	21
<input type="checkbox"/> Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants.....	21
<input type="checkbox"/> Locaux pour le personnel .....	21
8.8 -Augmentation ou diminution du montant des travaux.....	22
<b>9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>22</b>
9.2 – Opérations préalables à la réception.....	22
9.3 – Réception.....	23
9.5 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	23
9.7 – Document fournis après réception DGDT .....	24
9.8 -Délai de garantie de parfait achèvement .....	25
9.9 -Assurances.....	25
<b>10. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>27</b>
10.1 -Redressement ou liquidation judiciaire.....	27
10.2 -Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail .....	27
10.3 -Résiliation du marché.....	28
10.5 – Droit et langue .....	28

## 1. PRESENTATION ET OBJET DU MARCHÉ

### 1 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

#### NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

Ecole nationale des sports de montagne – ENSM site de l'ENSA  
35, route du Bouchet  
74 401 Chamonix Cedex  
Tel : 04 50 55 31 30  
[sylvie.lecroart@ensm.sports.gouv.fr](mailto:sylvie.lecroart@ensm.sports.gouv.fr)

#### REPRESENTANT

Manuel BRISSAUD, directeur général ENSM

### 1 2 OBJET

Travaux de rénovation énergétique d'un ensemble immobilier de 24 logements  
ENSM et cité scolaire Frison Roche  
74400 CHAMONIX MONT BLANC  
Lieu d'exécution : 98 et 100 route du Bouchet, 74400 Chamonix

### 1 3 DECOMPOSITION DES LOTS

Les travaux de construction sont allotés comme suit :

Lots	Désignation
1	AMENAGEMENTS EXTERIEURS – ESPACES VERTS
2	ETANCHEITE ET PROTECTION
3	ECHAFAUDAGE
4	MURS OSSATURE BOIS, BARDAGE
5	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET OCCULTATION
6	METALLERIE – SERRURERIE
7	CLOISONS – MENUISERIE INTERIEURE - PEINTURE
11	PLOMBERIE - VENTILATION - CHAUFFAGE
12	ELECTRICITE

Il est possible de soumissionner pour un ou plusieurs lots. Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct passé soit avec un prestataire unique, soit avec un groupement solidaire ou conjoint

d'entreprises. La forme du groupement d'entreprises devra être présentée lors de la remise de l'offre.

#### 1 4 INTERVENANTS

---

INTERVENANT	ADRESSE	Tel / Fax / Mail	MISSIONS
Ecole Nationale des Sports de Montagne	35 route du Bouchet 74400 Chamonix	Sylvie LECROART <a href="mailto:sylvie.lecroart@ensm.sports.gouv.fr">sylvie.lecroart@ensm.sports.gouv.fr</a> tel : 04 50 55 31 47	Maitrise d'ouvrage
Département 74	DGA Bâtiments et Education Direction Bâtiments et Moyens Direction Adjointe Etudes et Projets Service Conduite d'opérations		Co-Maitrise d'ouvrage
OPUS INGENIEURIE	50 avenue de la République Cran-Gevrier 74960 ANNECY	Brian VIEIRA <a href="mailto:bvieira@opus-igcbe.fr">bvieira@opus-igcbe.fr</a> tel : 04 50 57 67 46	Maitrise d'œuvre et OPC
APAVE	APAVE ANNECY BATIMENT PARK NORD - Les Pléiades Route de la Bouvarde 74370 EPAGNY METZ-TESSY		CT CSPS

#### 1.5 – SOUS-TRAITANCE

---

Conformément à l'article 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et à l'article 133 du décret du 25 mars 2016, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Pour les marchés publics de travaux ou de services, ainsi que pour les marchés de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation dans le cadre d'un marché public de fournitures, les acheteurs peuvent exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire.

Toute autre forme de demande ne sera pas admise.

Hormis la lettre de candidature, les demandes de sous-traitance devront comporter les mêmes pièces que celles demandées au titulaire du marché.

Des demandes de compléments d'information pourront être adressées au titulaire dans le cadre de l'instruction de la demande de sous-traitance. Ces demandes suspendent le délai de 21 jours dont dispose le pouvoir adjudicateur pour émettre un avis sur la demande de sous-traitance.

## 1.6 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

---

Le titulaire remet à chaque évènement ou a minima tous les six mois :

1) une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :

- a) une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du travail ;
- b) une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

2) une attestation sur l'honneur indiquant l'emploi ou non des salariés étrangers et dans l'affirmative communication de la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 82542 du code du travail) :

- a) sa date d'embauche
- b) sa nationalité
- c) le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois. (art. D 8222-5 du code du travail)

4) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une

profession réglementée, un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ; (art. D 8222-5 du code du travail)

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

## 2. PIÈCES CONTRACTUELLE DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

### 2.1 – PIÈCES PARTICULIÈRES

---

- ☐ l'acte d'engagement et ses annexes
- ☐ le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières
- ☐ le Cahier des Clauses Techniques Particulières Commun
- ☐ les plans architectes et techniques
- ☐ le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux
- ☐ le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé
- ☐ le Rapport Initial de Contrôle Technique
- ☐ la décomposition du prix global et forfaitaire
- ☐ le DC4 le cas échéant

### 2.2 – PIÈCES GÉNÉRALES

---

- ☐ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (JORF n°0227 du 1er octobre 2009 et son annexe)
- ☐ Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux
- ☐ Le Cahier des Clauses Spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe

1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation

- Les avis techniques et normes françaises en vigueur
- Les règles professionnelles pour les travaux hors DTU, reconnues par l'AFAC

Bien que non matériellement jointes au présent marché, ces pièces sont réputées connues des parties.

### 2.3 – AUTRES PIECES

Conformément à l'article L229-25 du code de l'environnement et du décret n°2022-982 du 1er juillet 2022 relatif aux BEGES, les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes communiqueront leur BEGES et le plan de transition associé de réduction des émissions GES.

## 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

### 3.1 - REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement :

- En cas de sous-traitance : au titulaire et aux sous-traitants déclarés au moment de la remise de l'offre
- en cas de cotraitance : au titulaire, aux cotraitants et leurs sous-traitants

### 3.2 – CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

#### 3.2.1 - CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont hors T.V.A. et seront établis comme suit :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement
- en tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots
- en tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées dans le CCTP – prescriptions communes.

Mois d'établissement des prix : février 2025.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.



Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation. Les prestations sont réalisées dans les conditions suivantes sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, sans aucun caractère limitatif, et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces.

L'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auxquelles elles sont destinées (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Les entreprises sont tenues de vérifier la **justesse du quantitatif figurant à la décomposition du prix global forfaitaire avant la remise de leur offre**. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché. Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul du prix.

### 3.2.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

---

Les projets de décompte des entreprises seront présentés conformément aux dispositions de l'article 13.1.1 du CCAG-Travaux et selon le modèle qui leur sera fourni au début des travaux et adressés au maître d'œuvre.

### 3.2.3 - DELAI DE PAIEMENT

---

Les sommes dues dans le cadre du présent marché sont payées par mandat administratif, dans le respect du délai global de paiement en application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le Maître de l'Ouvrage. Ce délai peut être suspendu, dans les conditions prévues par le décret mentionné ci-dessus.

L'agent comptable de l'Ecole Nationale des Sports de Montagne (ENSM) est désigné comme comptable chargé du paiement.

### 3.2.4 - INTERETS MORATOIRES

---

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires calculé dans les conditions fixées au chapitre II du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 3.2.5 - APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

---

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. au moment de la facturation.

## 3.3 – VARIATION DANS LES PRIX

---

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire (février 2025); ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient donné par les formules suivantes :

$$P = P0 \times [0,15 + 0,85 \times (I / I0)]$$

dans laquelle :

P = le prix révisé HT ;

P0 = le prix HT avant révision ;

I = la valeur de l'index de référence du mois de réalisation des prestations moins 3 mois

I0 = la valeur de l'index de référence du mois m0 moins trois mois (décembre 2024)

Les valeurs de l'index de référence seront celles publiées sur :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/103173847>

Les index de référence I et I0 choisis pour la révision des prix faisant l'objet du marché sont :

Lots	Désignation	
1	AMENAGEMENTS EXTERIEURS – ESPACES VERTS	EV3
2	ETANCHEITE ET PROTECTION	BT53
3	ECHAFAUDAGE	BT01
4	MURS OSSATURE BOIS, BARDAGE	BT54
5	MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM ET OCCULTATION	BT43
6	METALLERIE – SERRURERIE	BT42
7	CLOISONS – MENUISERIE INTERIEURE - PEINTURE	30% BT08 + 35% BT18A + 35% BT46
11	PLOMBERIE - VENTILATION - CHAUFFAGE	10% BT38 + 70% BT40 + 20% BT41
12	ELECTRICITE	BT47

Le coefficient de révision comportera 3 décimales après la virgule et sera arrondi au millième supérieur. Si les indices retenus venaient à disparaître, les indices qui leur seraient substitués s'appliqueraient de plein droit et selon les modalités publiées.

Le calcul du coefficient de variation des prix se fait à chaque règlement, aux conditions économiques correspondant à la date d'exécution des prestations.

### 3.4 – PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS ET DES CO-TRAITANTS

#### 3.4.1 - EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une demande de paiement signée par ses soins indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une demande de paiement, jointe au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indique la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné.

Si le titulaire, qui a conclu le contrat de sous-traitance, n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également la demande de paiement.

#### 3.4.2 - EN CAS DE COTRAITANCE

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

### 3.4.3 – MODALITE DE FACTURATION

---

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

La facture comprend, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- date d'émission de la facture ;
- numéro de la facture ;
- l'objet du marché ;
- la désignation de la prestation exécutée selon un % d'exécution du DPGF ;
- le montant HT à payer ;
- le taux ou le montant de la TVA applicable au jour de la facturation ;
- le montant TTC ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;

Consécutivement à une mise en place progressive de la facturation électronique, la dématérialisation des factures est devenue obligatoire pour toutes les entreprises y compris pour les Très Petites Entreprises (T.P.E)\* depuis le 1er janvier 2020.

Les factures doivent donc être envoyées sous forme dématérialisée via l'application Chorus Pro, accessible à l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les demandes de paiement / factures dématérialisées, adressées à l'Ecole nationale des sports de montagne - ENSM site de l'Ecole nationale des sports de montagne devront comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENSA en tant que destinataire de la facture est le suivant :197 400 682 00013
- le numéro d'engagement juridique communiqué par l'ENSM

Pour des informations complémentaires, vous pouvez également consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), dédié à la préparation à la facturation électronique.

L'agent comptable de l'ENSM est en charge du paiement.

## 4. – DELAI D'EXECUTION – PENALITES

### 4.1 – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

---

#### 4.1.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans un délai global.

La durée des travaux incluant la période de préparation est précisée sur l'acte d'engagement en se référant au calendrier général des travaux présent dans le dossier de consultation.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, la notification du marché de travaux vaut démarrage de la période de préparation et d'exécution des travaux.

#### 4.1.2 - CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION

---

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation des titulaires des différents lots.

Ce calendrier détaillé d'exécution indiquera pour chacun des lots :

- la date prévisionnelle de départ du délai d'exécution qui lui est propre et la durée des travaux ;
- la durée et la date prévisionnelle de départ des délais particuliers correspondants aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé dans le planning prévisionnel figurant dans le dossier de consultation.

**Le calendrier détaillé d'exécution sera notifié par ordre de service à tous les titulaires.**

#### 4.1.3 - PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION EN CAS D'INTEMPERIES

---

En cas d'intempéries, le délai d'exécution (global et détaillé) des travaux pourra être prolongé du nombre de journées constatées au cours desquelles le travail a été arrêté à la condition que l'entreprise fournisse au maître d'œuvre une demande de prise en compte d'intempéries accompagnée d'un bulletin météorologique obtenu auprès de la station météorologique la plus proche

### 4.2 – PENALITES

---

Les pénalités s'entendent en jours calendaires elles seront appliquées sur simple constatation par la maîtrise d'œuvre.

#### 4.2.1 – PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

---

En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il pourra lui être appliquée une pénalité journalière de 150 € .Les pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre

Toutefois à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux, si le délai global est respecté, le représentant du pouvoir adjudicateur rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à condition que le retard n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

#### 4.2.2 – PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS PENDANT L'EXECUTION OU DE PREPARATION

---

En cas de retard dans la remise de documents tels que attestations d'assurances, plans, notes de calcul, procès-verbaux d'essais et d'échantillons, pénalité journalière calendaire de 200 € pourra être appliquée sur simple constatation. La retenue sera faite dès la présentation de l'acompte suivant le retard.

Il sera entendu que le dépassement du délai de remise des documents demandés sera laissé à la libre appréciation de la maîtrise d'œuvre et/ou de la maîtrise d'ouvrage, qui jugera si les informations manquantes sont substantiellement de nature à retarder l'avancement des travaux.

Dans l'hypothèse où il serait considéré que le retard n'entraîne pas de conséquences dommageables sur l'avancée et la sécurité de l'opération, il sera fait application des dispositions de l'article 20.1.5 précité.

#### 4.2.3 – PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS A L'ISSUE DE LA RECEPTION ET DE RETARD DANS LA LEVEES DES RESERVES

---

En cas de retard dans la remise de documents tels que DOE, une pénalité journalière calendaire de 150 € pourra être appliquée sur simple constatation.

En cas de retard dans la levée des réserves après la date du procès-verbal d'OPR, une pénalité journalière calendaire de 200 € pourra être appliquée sur simple constatation.

Les réserves et imperfections doivent être levées dans un délai de 20 jours calendaires après la date du PV d'OPR (Opération Préalable à la Réception)

#### 4.2.4 – PENALITES EN CAS DE RETARD ET D'ABSENCE AUX REUNIONS

---

Une pénalité particulière est automatiquement appliquée à la société qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué qualifié aux rendez-vous de chantier ou de coordination. La pénalité appliquée est fixée à chaque absence à 200 €.

La pénalité appliquée pour chaque retard en réunion (dépassant une demi-heure) est fixée à 100 €.

Les pénalités sont signifiées au titulaire par simple inscription sur le compte rendu de chantier et sont appliquées sur les demandes d'acompte faites par le titulaire.

#### 4.2.5 – PENALITES EN CAS DE NON RESPECT DE LA PROPRETE DU CHANTIER ET DU TRI DES DECHETS

---

En cas de non respect de la propreté du chantier, une pénalité pourra être appliquée pour non respect constaté de 500€ par semaine. Cette pénalité est indépendante du coût du nettoyage qui peut aussi être imputé à l'entreprise dans le cadre du compte interentreprises ou du compte prorata.

En cas de non- respect du tri des déchets de chantier, il pourra être appliqué une pénalité de 200€ par non respect constaté par la MOE ou la MOA. Cette pénalité est indépendante du surcoût de traitement des bennes mal triées et du coût du nettoyage de la zone qui peuvent aussi être imputés à l'entreprise dans le cadre du compte interentreprises ou compte prorata.

#### 4.2.6 – PENALITES EN CAS DE NON RESPECT DE LA SIGNALISATION DU CHANTIER ET DES REGLES DE SECURITE

---

En cas de non respect des prescriptions demandées au registre journal en termes de respect des règles de sécurité, une pénalité journalière calendaire de 300 € pourra être appliquée en accord avec le maître d'ouvrage à l'entreprise ne respectant pas ces prescriptions.

En cas de non respect de signalisation de chantier, une pénalité de 200 € par infraction sera appliquée.

#### 4.2.7 – PENALITES EN CAS DE NON-REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET NON REMISE EN ETAT DES LIEUX

---

A la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier. A défaut, une pénalité journalière calendaire de 300 € lui sera appliquée.

#### 4.2.8 – PENALITES - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

---

Le titulaire ne respectant pas les formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail se verra appliquer des pénalités d'un montant égal à 5% du montant du marché, avec un minimum de 3 000 € et ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 de ce même code.

#### 4.2.9 – PENALITES – CONTROLE DE L'ETANCHEITE A L'AIR DU BATIMENT

---

Au 2<sup>ème</sup> test d'étanchéité à l'air non satisfaisant une pénalité de 1 /2 000ème du montant HT par jour calendaire de retard, à compter de la date du 2<sup>ème</sup> test et jusqu'à obtention du résultat souhaité. Le coût des tests complémentaires à compter du 2<sup>ème</sup> test inclus est à la charge de l'entreprise.

#### 4.2.10 – PENALITES – NON RESPECT DES HORAIRES DE CHANTIER

---

500€ par infraction constatée par la MOE, MOA ou SPS ayant fait l'objet d'un signalement au CR de réunion de DET/OPC, registre journal, ou par courrier (papier ou électronique) à l'entreprise ;

#### 4.2.10 – MESURES COERCITIVES

---

En dérogation à l'article 48 du CCAG le titulaire ne respectant pas les dispositions du marché ou aux ordres de services , le représentant du pouvoir adjudicateur ou le maître d'œuvre met en demeure l'entrepreneur d'y satisfaire dans un délai de **3 jours** sur simple notification par email.

Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure, la poursuite des travaux peut être ordonnée à ses frais et risques ou la résiliation du marché peut être décidée.

## 5. – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 5.1 – GARANTIE FINANCIERE

---

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur les factures d'acomptes par le comptable assignataire des paiements.



Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Aucune caution solidaire et personnelle ne pourra se substituer à la retenue de garantie.

La garantie à première demande est établie selon un modèle fixé par un arrêté du ministre chargé de l'économie.

Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenant compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

## 5.2 – AVANCE

---

Une avance pourra être versée au moment de la notification du marché au titulaire dont le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT, sous réserve que celui-ci ait constitué une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. Il ne pourra y être substituée une caution solidaire et personnelle.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande publique ; il est égal à 30% du montant initial TTC du marché.

Lorsque le taux d'avancement des travaux exécutés par le titulaire atteindra 65% du montant TTC du marché, il sera procédé au remboursement de l'avance en une fois lorsque la situation le permettra. En tout état de cause, le remboursement devra être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC du marché.

# 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

## 6.1 - PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

---

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

## 6.2 - CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

---

Les CCTP définissent les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les CCTP précisent quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

## 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans l'arrêté du 15 février 2012 et l'arrêté du 19 février 2013 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

## 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 8.1 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

---

Après notification des marchés, des réunions de mise au point seront organisées avec les entreprises titulaires. Elles s'échelonneront pendant toute la période de préparation : le nombre et la fréquence de ces réunions dépendront des détails à mettre au point avant le lancement des travaux et seront déterminées par le maître d'œuvre. Ces réunions permettront également d'élaborer le calendrier détaillé d'exécution des travaux avec les entreprises retenues.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est fixée à 40 jours et est incluse dans le délai global d'exécution.

Les prestations d'installation, de repliement du matériel et de nettoyage complet des lieux sont comprises dans le délai global d'exécution.

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au présent dossier.

Il est procédé, au cours de la période de préparation, conformément aux articles 28.2 et 28.3 du CCAG, aux opérations suivantes :

- Par les soins du maître d'œuvre :
  - établissement par le maître d'œuvre des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG.

- o élaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4.1b ci-dessus en concertation avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs ;
- Par les soins des entrepreneurs : pendant la période de préparation, l'entreprise doit établir en coordination avec le maître d'œuvre le bureau de contrôle et le coordonnateur sécurité et protection de la santé :
  - o les documents techniques nécessaires au bon déroulement des travaux
  - o le calendrier détaillé de la durée d'exécution des travaux (celui-ci devant être présenté au visa du maître d'œuvre)
  - o le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ; o le planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ; o les plans d'atelier dans les conditions prévues à l'article 8.3 du présent CCAP ; o le P.P.S.P.S.
- Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :
  - o Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 941159 du 26 décembre 1994 modifié.

## 8.2 - COORDINATION, PILOTAGE DES TRAVAUX ET REUNIONS DE CHANTIER

---

### 8.2.1 REUNIONS DE CHANTIER

---

Elles ont lieu une fois par semaine aux jours et heures fixés par le maître d'œuvre, en concertation avec le maître de l'ouvrage.

Toute absence ou retard d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion de chantier à laquelle elle aura été dûment convoquée se verra appliquer les pénalités prévues ci-avant.

Est considérée comme absence, la représentation de l'entreprise par des personnes non qualifiées.

### 8.2.2 - REGISTRE DE CHANTIER

---

Il est tenu un registre de chantier sur lequel sont enregistrés :

- tous les documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et notamment les procès-verbaux des réunions de chantier, mention explicite étant faite des personnes qualifiées présentes, sur lequel le maître d'œuvre inscrit toutes les instructions ou observations ne faisant pas, de sa part, l'objet de notifications écrites par une voie différente,

- les incidents de chantier,
- les dates et heures des visites inopinées du maître d'œuvre sur le chantier et les observations auxquelles elles donnent lieu.

Les entreprises sont tenues, à chaque rendez-vous de chantier, de prendre connaissance des inscriptions portées sur ledit cahier.

Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir être identifiée par le port d'une carte BTP d'identification professionnelle (nom de la société, nom de la personne).

### 8.3 REDUCTION DES NUISANCES :

---

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les occupants et les riverains. Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

### 8.4 - PLANS D'EXECUTION - NOTES DE CALCUL - ÉTUDES DE DETAIL

---

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le maître d'œuvre. Les plans d'atelier, réservation et calcul sont établis par titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

### 8.5 - ÉCHANTILLONS - NOTICES TECHNIQUES - PROCES VERBAL D'AGREMENT

---

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### 8.6 -MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

---

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### 8.7 - ORGANISATION, SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS

---

Pour l'application des articles 31 à 36 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

### 8.7.1 - INSTALLATION ET ENTRETIEN DE CHANTIER

---

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

### 8.7.2 – HORAIRES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE DU SITE

---

Les **horaires de travail sur le site sont fixés entre 7h30 et 18h du lundi au vendredi excepté les jours fériés.**

### 8.7.3 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

---

#### 8.7.3.a. Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

#### 8.7.3.b. Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

### 8.7.3.c. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

#### □ LIBRE ACCES DU COORDONNATEUR S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

#### □ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. : o le P.P.S.P.S.,

- o tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, o la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
- o dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier,
- o les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ; il tient à sa disposition leurs contrats,
- o tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur,
- o la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 1.5 du présent CCAP

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- o de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- o de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### □ OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS A VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### □ LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le plan d'installation de chantier indique la situation des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. Une proposition de plan d'installation de chantier est jointe à la consultation. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

## 8.8 - AUGMENTATION OU DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

---

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale fera l'objet d'un ordre de service et sera subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Il sera fait application des articles 15 et 16 du CCAG Travaux. Toutefois, par dérogation à ces articles, en cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux supérieure à 5% du montant contractuel, aucune indemnisation ne sera versée. De plus, les délais et préavis prévus par le CCAG Travaux ne s'appliquent pas dans ce cas.

## 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

### 9.1 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 9.2 – OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

---

Le titulaire remet un exemplaire du Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) au maître d'œuvre pour validation au moins un mois avant la date des OPR pour approbation du contenu.

Un exemplaire du contenu du D.O.E. sera également transmis au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) conformément à l'article 40 du CCAG travaux.

Le contenu minimum des DOE est défini dans le CCTP commun à tous les lots.

La mise en service des installations techniques et les essais doivent être réalisés au plus tard lors des OPR : le titulaire réalise en compagnie de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage les essais et contrôles sur les diverses installations techniques lui incombant.

Le titulaire organise également une réunion de présentation des installations techniques.

Les propositions de réception du maître d'œuvre au maître d'ouvrage ne pourront être faites qu'une fois le rapport final du bureau de contrôle établi et les tests d'étanchéité à l'air définitifs.

### 9.3 – RECEPTION

---

Par dérogation à l'[article 41 du CCAG-Travaux](#), il sera procédé à une réception globale pour l'ensemble des marchés (correspondants à l'ensemble des lots de la présente consultation). Par dérogation à l'[article 41.6 du CCAG-Travaux](#), la levée des réserves devra intervenir dans un délai de 20 jours à compter de la date du procès-verbal des OPR.

Après réception : les titulaires des lots techniques organisent, environ un mois après la réception, une seconde réunion de présentation et de formation sur les installations techniques à la charge de son lot.

Cette réunion est à destination des utilisateurs.

#### Important :

Par convention entre les parties, il est décidé que la réception ne fera pas obstacle à la mise en cause du titulaire (ou des cotraitants) et de ses assureurs pour des dommages causés aux tiers, que ces dommages soient ou non apparents et/ou connus à la date de la réception.

### 9.4 – Possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

### 9.5 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

---

Conformément à l'[article 43 du CCAG-Travaux](#),

Un état des lieux contradictoire interviendra entre le titulaire et le maître d'œuvre avant la mise à disposition de l'ouvrage et à l'issue de cette période.

### 9.6 - Documents fournis après réception D.O.E.

Le titulaire corrigera, complétera ou modifiera si nécessaire le D.O.E. remis avant les OPR en fonction des remarques émises par la maîtrise d'œuvre et/ou les travaux réalisés pendant cette période.

La fourniture du D.O.E. complet validé par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage devra intervenir dans le mois suivant la réception .



Au total, le titulaire transmettra au maître d'œuvre :

- ☐ pour le maître d'ouvrage : 1 exemplaire du D.O.E. en version papier et 2 versions numérique ;
- ☐ pour le maître d'œuvre : 2 exemplaires en version numérique.

En cas de non-respect des délais de remise de D.O.E. ou de remise de pièces complémentaires au D.O.E., la maîtrise d'œuvre pourra demander l'application des pénalités prévues à [l'article 4.2.3.](#)

## 9.7 – DOCUMENT FOURNIS APRES RECEPTION DGGT

---

Il est fait application de l'article 41.1 et suivants du CCAG-travaux. La réception des travaux sera assurée par le maître d'œuvre.

Le titulaire avise le maître d'œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés. Le maître d'œuvre convoque dans les plus brefs délais le titulaire et le maître d'ouvrage aux opérations de réceptions des travaux pour constater leur achèvement et vérifier leur conformité.

Les opérations de réception des travaux font l'objet d'un procès-verbal (PV) dressé par le maître d'œuvre, signé par lui, le titulaire et le maître d'ouvrage. Un exemplaire de ce PV est remis au titulaire.

Si l'ENSM prononce la réception avec ou sans réserve, il fixe dans le PV la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux à la date de leur réception. Ce PV constituera alors la décision de réception des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de réception des travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure infructueuse.

Un projet de décompte final est produit par le titulaire qui correspond à la demande finale de paiement du titulaire dans un délai de trente jours suivant la date de notification de la décision de réception des travaux. Le projet de décompte est accepté ou corrigé par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif des travaux.

Le décompte final comprend notamment :

- L'état du solde
- Les acomptes éventuels
- Le montant du projet final

Il est signé par le maître d'œuvre.

## 9.8 - DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

---

### 9.8.1 - PARFAIT ACHEVEMENT

---

Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie contractuelle

En cas d'absence du titulaire à ces opérations, il en fait mention au procès-verbal qui lui est alors notifié.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG, à savoir d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

### 9.8.2 - BON FONCTIONNEMENT

---

Les titulaires devront apporter une garantie de bon fonctionnement d'une durée de 2 années après la réception des travaux.

Pendant cette période de bon fonctionnement, les entreprises devront assurer à leurs frais (pièces, main d'œuvre, déplacement, études complémentaires) toutes interventions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des installations.

En cas de dysfonctionnement sur une des installations concernées, l'entreprise interviendra sur simple demande du maître de l'Ouvrage.

## 9.9 - ASSURANCES

---

Pour ce qu'elles dérogent aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux rappelées ci-dessous, il est fait application des dispositions suivantes.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et chaque membre d'un groupement) doit justifier qu'il est titulaire (pour son compte et celui de ses sous-traitants) des différentes couvertures d'assurance ci-dessous.

- Une assurance au titre de la responsabilité civile exploitation découlant notamment des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant le maître d'ouvrage et les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du présent marché.
- Une assurance au titre de la responsabilité civile professionnelle avant / après réception – livraison garantissant le maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du présent marché.

- Une attestation propre au chantier : Pour la responsabilité civile de nature décennale, le titulaire s'engage à fournir une attestation d'assurance valable à la date d'ouverture du chantier :
  - visant spécifiquement l'opération (attestation nominative de chantier) ;
  - mentionnant le détail des activités garanties qui devront correspondre à celles objet du présent marché ;
  - mentionnant la couverture des techniques non courantes mise en œuvre ;
  - indiquant le mode de gestion en capitalisation des garanties accordées pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance ;
  - mentionnant le détail des garanties ;
  - prévoyant un abandon de toutes règles proportionnelles ;
  - visant les articles L. 241-1 et A.243-1 du Code des assurances ainsi que les articles 1792, 1792-1 à 6 du Code Civil.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, demander au titulaire de fournir une attestation décennale complémentaire spécifique au chantier sans que cela n'engendre un surcoût.

Le titulaire est informé que le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire une garantie « tous risques chantier ». Dans ce cadre, la franchise applicable serait supportée par les entreprises concernées.

A défaut de transmission des attestations d'assurance dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur met le titulaire en demeure de se conformer à cette obligation dans le délai de 15 jours à compter de la réception de la mise en demeure. Si le titulaire ne satisfait pas à la mise en demeure, il encourt une pénalité (cf article 4.2.2 du présent CCAP) qui s'appliquera pour chaque jour de retard.

Dans tous les cas, l'absence ou l'insuffisance de garantie ne saurait réduire ou supprimer les obligations à la charge du titulaire ou l'étendue de sa responsabilité. Le contrôle par EPORA du contenu des attestations d'assurances transmises ne peut pas être opposé à EPORA pour réduire ou supprimer les obligations ou la responsabilité du titulaire (ou sous-traitants/cotraitants).

Ils doivent, par ailleurs, adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année (pour la responsabilité civile) et tous les six mois (pour les assurances décennales), pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du

maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## 10.DISPOSITIONS DIVERSES

### 10.1 -REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

---

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.621.137 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.621.28 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou d'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée dans la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

En cas de résiliation du marché, les pénalités constatées sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

### 10.2 -MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

---

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les co-traitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

### 10.3 -RESILIATION DU MARCHÉ

---

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales sont applicables.

Conformément à l'article 49 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, si au cours de la procédure de passation ou de l'exécution du marché public, l'opérateur économique est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif. L'opérateur informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

10.4 -Mesures coercitives en cas de défaillance de l'entreprise titulaire Il sera fait application des articles 46.3 et 48 du CCAG Travaux.

### 10.5 – DROIT ET LANGUE

---

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs sont seuls compétents. Les correspondances et la documentation relatives au marché sont rédigées en français. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

#### ARTICLE 15 – DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

	Article du CCAG-TRAVAUX	Article du CCAP
Ordre de priorité des pièces contractuelles	Article 4	Article 2.1
Pénalités de retard	Article 19	Articles 4.2
Réception	Articles 41	Article 9.3